



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Commerce, sécurité alimentaire et nutrition

Leçon 3.1: Introduction au Système Commercial Multilatéral

Version textuelle

La version interactive de cette leçon est disponible gratuitement à l'adresse suivante:

www.fao.org/elearning



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence
CC BY-NC-SA 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>)
© FAO, 2017

Dans cette leçon

Objectifs de la leçon.....	2
Introduction	2
Création du GATT et de l'OMC.....	2
A. Chronologie.....	2
B. Principes clés du Système commercial multilatéral.....	3
Exceptions et dérogations.....	6
Présentation de l'Accord sur l'Agriculture et du concept de marge de manœuvre	7
A. Structure de l'AsA	7
B. La marge de manœuvre pour la sécurité alimentaire	8
Résumé de la leçon	9

Objectifs de la leçon

Dans cette leçon, vous allez:

- comprendre comment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- découvrir les cinq principes clés du système commercial multilatéral;
- vous familiariser avec les principaux domaines politiques régis par l'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC; et
- comprendre le concept de marge de manœuvre pour la sécurité alimentaire.

Introduction

Cette leçon fournit une brève présentation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Accord sur l'Agriculture (AsA) et du concept de marge de manœuvre. La leçon sera divisée en deux chapitres.

1. Mise en place du GATT et de l'OMC
2. Présentation de l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC et du concept de marge de manœuvre

Création du GATT et de l'OMC

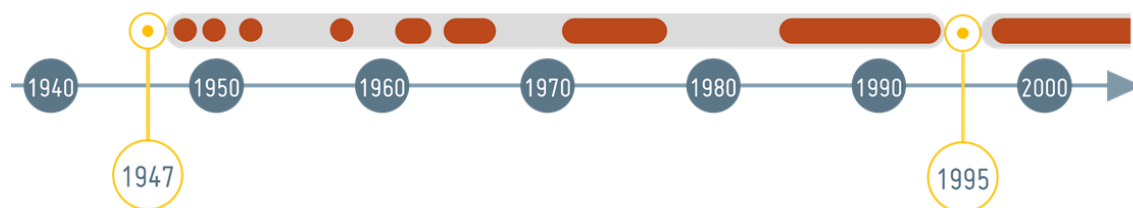
Pour qu'un système commercial mondial fonctionne de façon prévisible et transparente, il est essentiel que les partenaires commerciaux appliquent un ensemble commun de règles qui régissent la circulation des biens et des services à travers les frontières.

Ce chapitre présente un bref historique du système commercial multilatéral et examine:

- A. Sa chronologie
- B. Les principes clés du système commercial multilatéral
- C. Les exceptions et les dérogations au GATT

A. Chronologie

La création du système commercial multilatéral est illustrée par la frise chronologique ci-dessous.



LÉGENDE



Année marquant un événement ou une étape importante vers l'établissement du GATT et de l'OMC.



Période de temps durant laquelle le GATT et l'OMC sont en vigueur.



Cycles de négociations dans le cadre du GATT et de l'OMC, la longueur de l'icône représentant la durée de chaque cycle.

1947: Création du GATT

En 1947, l'**Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)** a été adopté en vue de réduire le nombre de tarifs douaniers et de barrières commerciales à l'échelle mondiale, et de promouvoir le commerce international. Le principal mécanisme de négociations au sein du GATT a été une série de négociations commerciales multilatérales ou *cycles*.

1947–1994: 8 cycles de négociation du GATT

Les points marrons ci-dessus renvoient aux sept premiers cycles du GATT, qui ont abouti à des mises à jour et des réformes du GATT et ont permis de progressivement étendre les dispositions relatives aux aspects non-tarifaires du commerce international.

1986–1994: Cycle d'Uruguay

Le cycle d'Uruguay a été le 8ème et dernier cycle du GATT. Il a abouti en 1994 à la signature d'un traité qui a institué l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. Pour la première fois, un **Accord sur l'Agriculture (AsA)** a été inclus.

1995: L'OMC remplace le GATT

En 1995, l'OMC a été créée à la place du GATT. En janvier 2017, l'OMC était composée de 164 membres, représentant plus de 97 pour cent du commerce mondial. Les négociations du cycle de Doha (ou Programme de Doha pour le développement) ont commencé en 2001 et sont toujours en cours. Pour en savoir plus sur les accords de l'OMC, veuillez consulter le cours de formation en ligne «L'agriculture dans les accords commerciaux».

B. Principes clés du Système commercial multilatéral

Le système commercial multilatéral représente un ensemble de règles et d'accords négociés, signés et ratifiés par la majorité des pays qui participent aux échanges commerciaux; il constitue ainsi les règles

juridiques qui s'appliquent au commerce international. Les principes fondamentaux du **GATT de 1994**¹ prévoient que le système commercial multilatéral devrait:

- ➡ **Être non discriminatoire**
- ➡ **Être plus libre**
- ➡ **Être prévisible et transparent**
- ➡ **Offrir une protection contre les pratiques commerciales déloyales**
- ➡ **Promouvoir le développement de tous les pays**



Principes du système commercial

https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact2_f.htm

➡ **Non discriminatoire**

Ce principe fait référence aux principes de la **nation la plus favorisée** et de **traitement national**.

Traitement de la nation la plus favorisée (NPF)

C'est le principe fondamental du GATT. Il stipule que chaque partie contractante au GATT est tenue de consentir à toutes les autres parties contractantes les mêmes conditions d'échange sans discrimination, cela signifie que chaque partie contractante est tenue de réserver à toutes les parties contractantes le traitement qu'elle réserve à sa «nation la plus favorisée».

Traitement national

Les produits importés et les produits de fabrication locale doivent être traités de manière égale, du moins une fois que le produit importé a été admis sur le marché. Comme la clause NPF, le principe du traitement national s'applique au commerce des marchandises, au commerce des services, et aux aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle, avec certaines exceptions.

➡ **Être plus libre**

Ce principe vise à abaisser les obstacles au commerce par voie de négociation. Les obstacles au commerce incluent les droits de douane, les restrictions quantitatives, telles que les contingents, et les règles concernant d'autres obstacles non tarifaires, tels que les procédures douanières et les règlements et normes techniques. À travers des cycles de négociation, les membres s'efforcent de réduire ces obstacles au commerce et de parvenir à un régime commercial plus libéral.

¹ L'annexe 1A de l'accord de l'OMC, qui a institué l'Organisation Mondiale du Commerce, contient ce qu'on appelle le GATT de 1994, qui est l'entente initiale, signée en 1947 et modifiée par la suite. Ainsi, le GATT de 94 est une composante de l'accord de l'OMC.

➤ **Prévisible et transparent**

Ce principe renvoie au fait que les taux de droits et les engagements en matière d'ouverture des marchés sont consolidés, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas être modifiés de façon arbitraire, de même que les règles qui doivent être suivies par les membres. Pour qu'un système commercial soit transparent, il est essentiel d'harmoniser le système de protection vis-à-vis des importations, de sorte que les obstacles au commerce puissent être réduits par voie de négociation. Le GATT élimine donc généralement l'utilisation des restrictions quantitatives, notamment sur les produits agricoles et halieutiques, sous certaines conditions. En outre, le GATT, et maintenant l'OMC, nécessitent de nombreuses notifications des parties contractantes sur leurs politiques commerciales de sorte que leur mise en œuvre puisse être examinée afin de garantir leur compatibilité avec les engagements pris.

➤ **Offrir une protection contre les pratiques commerciales déloyales**

Ce principe fait référence aux disciplines concernant l'utilisation de pratiques «déloyales». Sur la base des principes décrits ci-dessus, les règles visent à soutenir une concurrence loyale et non faussée. Ces dernières comprennent certaines dispositions hautement techniques et complexes qui se rapportent à des éléments particuliers du commerce «déloyal», comme le dumping et les subventions.

➤ **Promouvoir le développement de tous les pays**

Ce principe fait référence aux dispositions spéciales en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA). Il s'agit de la nécessité d'adopter des mesures spécialement conçues pour veiller à ce que les pays en développement et les PMA puissent être intégrés au système commercial multilatéral. **Le traitement spécial et différencié** renvoie à des dispositions spéciales qui trouvent leur origine dans le GATT et qui ont ensuite été reconduites dans le cadre de l'OMC et qui prévoient des droits spéciaux ainsi qu'un traitement différencié pour les pays en développement. Il s'agit notamment:

- d'un délai plus long pour la mise en œuvre des accords et des engagements;
- de mesures visant à accroître les possibilités commerciales offertes à ces pays;
- de dispositions exigeant de tous les membres de l'OMC qu'ils protègent les intérêts commerciaux des pays en développement;
- d'un soutien en faveur des pays en développement, afin de les aider à établir l'infrastructure nécessaire pour faire avancer le programme de l'OMC, gérer les différends et mettre en œuvre des normes techniques; et
- des dispositions relatives aux membres appartenant aux pays les moins avancés (PMA).

Exceptions et dérogations

Le GATT a reconnu qu'il existait des circonstances dans lesquelles l'observation stricte de ces principes serait inappropriée. Le GATT a donc prévu **des exceptions et des dérogations**.

➤ Exceptions générales

Par exemple, les mesures considérées comme «nécessaires» pour protéger la santé publique, à condition que l'application de ces mesures ne constituent pas une discrimination arbitraire ou injustifiable ou une restriction déguisée au commerce international.

➤ Unions douanières et accords de libre-échange

Les pays qui se réservent mutuellement un traitement plus favorable au sein d'une union douanière ou d'un Accord commercial régional (ACR) ont été autorisés à déroger en partie à la clause de la NPF.

Modalités spéciales : Sous certaines conditions, les membres de l'OMC sont autorisés à conclure des accords spéciaux avec d'autres partenaires (ou groupe de partenaires). Pour en savoir plus, veuillez consulter le site web de l'OMC : [Règles de l'OMC concernant les Accords commerciaux régionaux](https://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/regrul_f.htm)

https://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/regrul_f.htm

➤ Autres

Parmi les autres dispositions figurent des exceptions liées à la sécurité nationale ou à des problèmes de balance des paiements. Il existe également des dérogations, par exemple les autorisations octroyées par les membres de l'OMC permettant à un autre membre de l'OMC de ne pas se conformer à ses engagements ordinaires.

Les points clés à retenir

① Création

L'OMC, qui est entré en vigueur en 1995, découle des accords du GATT, qui étaient entrés en vigueur en 1947.

② Principes fondamentaux

Les accords de l'OMC contiennent un ensemble de règles qui régissent le commerce international.

Les principes fondamentaux prévoient un système commercial qui devraient: être non discriminatoire; être plus libre; être prévisible et transparent; offrir une protection contre les pratiques commerciales déloyales; et promouvoir le développement de tous les pays.

③ Exceptions et dérogations

Le GATT a prévu des exceptions et des dérogations, pour les circonstances dans lesquelles l'observation stricte de ces principes serait inappropriée.

Présentation de l'Accord sur l'Agriculture et du concept de marge de manœuvre

Les négociations commerciales du Cycle d'Uruguay ont abouti à l'**Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC**, qui est entré en vigueur en janvier 1995. C'est à l'heure actuelle le principal document juridiquement contraignant régissant le commerce des produits agricoles à l'échelle mondiale.

Le **préambule** de l'accord est présenté en partie dans l'encadré ci-dessous. Il reconnaît que l'AsA sert de base pour entreprendre un processus de réforme du commerce agricole, conformément à l'objectif à long terme d'établir un système de commerce agricole équitable et axé sur le marché.

» [...] est d'établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché et qu'un processus de réforme devrait être entrepris par la négociation d'engagements concernant le soutien et la protection et par l'établissement de règles et disciplines du GATT renforcées et rendues plus efficaces dans la pratique. «

Pour en savoir plus sur les accords de l'OMC, veuillez consulter le cours de formation en ligne «**L'agriculture dans les accords commerciaux**».

En outre, l'accord tient également compte de préoccupations non commerciales, y compris la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement. Il fournit également un traitement spécial et différencié pour les pays en développement. Vous pouvez télécharger l'accord ou visitez le site web de l'AsA en cliquant sur les icônes ci-dessous.



L'Accord du cycle de l'Uruguay: AsA (en anglais)

www.fao.org/elearning/Course/TFSN/en/Lessons/Lesson1793/Resources/1793_AG.pdf

A. Structure de l'AsA

L'**accès aux marchés** se rapporte aux tarifs douaniers, aux contingents et autres restrictions touchant les importations. Vous trouverez des références dans les articles 4 et 5 et dans l'annexe 5 de l'AsA.

» **Accès aux marchés** Tarifs douaniers: (tarification)
Contingents tarifaires

	Sauvegardes spéciales
↳ Soutien interne	Catégorie verte Catégorie bleue Catégorie développement Catégorie orange (<i>De minimis</i>)
↳ Concurrence à l'exportation	Subventions à l'exportation Anti-contournement (Aide alimentaire, Crédits à l'exportation)
↳ Autres règles	Prohibitions et restrictions à l'exportation

B. La marge de manœuvre pour la sécurité alimentaire

La marge de manœuvre² se rapporte aux flexibilités dont disposent les pays pour appliquer des politiques dans le cadre général contraignant imposé par ces règles, qui visent à mettre en place un système commercial mondial fiable et efficace bénéficiant à tous les pays. Au titre de l'AsA, les membres de l'OMC acceptent certaines obligations qui limitent la capacité des pays à utiliser un certain nombre de mesures politiques ou de dépenses budgétaires, qui sont de nature à fausser les échanges et qui pourraient avoir des répercussions négatives sur d'autres pays.

Les obligations sont différenciées selon le statut du pays; les pays en développement et les pays les moins avancés disposent d'une certaine marge de manœuvre dans la mise en œuvre de certaines politiques pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire. La marge de manœuvre dont dispose un pays donné dépendra du pilier de l'AsA qui est en discussion.

La contribution que le commerce peut apporter à la sécurité alimentaire d'un pays est également déterminée par les disciplines qui s'appliquent aux politiques des autres pays.

² La marge de manœuvre se rapporte aux flexibilités dont disposent les pays pour appliquer des politiques dans le cadre général contraignant imposé par les disciplines qui visent à mettre en place un système commercial mondial fiable et efficace bénéficiant à tous les pays.

Les points clés à retenir

① **Accord sur l'Agriculture (AsA)**

L'AsA de l'OMC vise à créer un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché, en limitant les politiques qui créent des distorsions au niveau de la production et du commerce des produits agricoles.

② **Structure de l'AsA**

L'accord contient des règles qui régissent trois principaux piliers – l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation. Il contient également d'autres règles, qui régissent notamment les restrictions à l'exportation.

③ **La marge de manœuvre**

La marge de manœuvre se rapporte aux flexibilités dont disposent les pays pour appliquer des politiques dans le cadre général contraignant imposé par les disciplines de l'OMC.

Résumé de la leçon

Dans cette leçon, vous avez appris que:

- En 1995, l'OMC a remplacé le précédent Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les accords de l'OMC contiennent un ensemble de règles qui régissent le commerce international.
- Les principes fondamentaux de l'OMC visent à établir un système commercial non discriminatoire; plus libre; prévisible et transparent; qui offre une protection contre les pratiques commerciales déloyales; et qui promeut le développement de tous les pays.
- L'Accord sur l'Agriculture (AsA) de l'OMC vise à créer un système de commerce des produits agricoles équitable et axé sur le marché, en limitant les politiques qui créent des distorsions au niveau de la production et du commerce des produits agricoles.
- L'AsA contient des règles qui régissent les «piliers» suivants: l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation, ainsi que d'autres règles, notamment concernant les restrictions à l'exportation.

- La marge de manœuvre se rapporte aux flexibilités dont disposent les pays pour mettre en œuvre certaines politiques, le niveau et l'applicabilité de la marge de manœuvre variant selon le pilier de l'AsA.